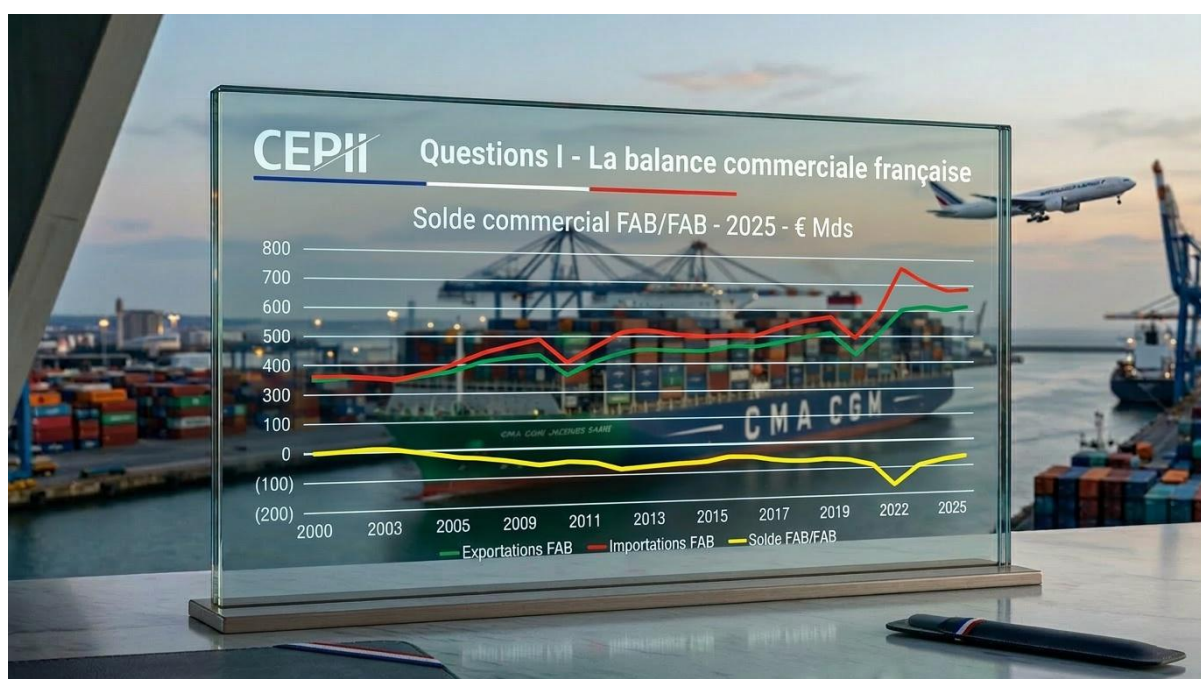




Commerce extérieur français 2025 : un déficit en baisse, mais un monde en surchauffe

Le 19 février 2026, lors du débat organisé par **La Fabrique de l'Exportation** consacré au **commerce extérieur français, bilan 2025 et perspectives 2026**, Antoine Bouët, directeur du CEPII, a dressé son diagnostic : **les chiffres s'améliorent, mais le contexte mondial se durcit**. Entre protectionnisme américain, montée en puissance industrielle chinoise et repositionnement stratégique européen, 2026 pourrait être une année charnière. Synthèse stratégique et analyse économique détaillée pour décrypter les enjeux du commerce international français.

Un déficit commercial en amélioration : signal conjoncturel ou tournant structurel ?

L'année 2025 marque une amélioration notable du **déficit commercial français sur les biens**, établi autour de 60 à 70 milliards d'euros, contre un pic historique de 161 milliards en 2022. La réduction d'environ 10 milliards par rapport à 2024 constitue une inflexion bienvenue dans une trajectoire déficitaire continue depuis 2003.

Plusieurs facteurs expliquent cette évolution. D'abord, les **exportations françaises ont progressé plus rapidement que les importations**, avec une dynamique portée notamment par l'aéronautique et

certain segments industriels stratégiques. Ensuite, la détente relative sur les prix de l'énergie a allégé la facture extérieure. Enfin, la contribution positive du commerce intra-européen a joué un rôle stabilisateur.

Mais il serait imprudent de crier victoire. La France reste structurellement déficitaire sur les biens. Le redressement observé demeure partiellement conjoncturel et dépendant de facteurs externes, notamment énergétiques. La vraie bonne nouvelle se situe ailleurs : dans la **balance courante**, qui intègre biens, services et revenus, la France s'approche de l'équilibre. Les **services** (transport, voyages, services aux entreprises) **compensent en partie le déficit industriel**, confirmant la transformation progressive du profil d'exportation français.

Pour les entreprises exportatrices, la compétitivité sectorielle progresse, mais l'environnement mondial exige vigilance et une adaptation stratégique.

L'instabilité du protectionnisme américain comme nouvelle norme du commerce international

L'année 2025 restera marquée par le « **Liberation Day** » du 2 avril, date à laquelle l'administration américaine a instauré des hausses tarifaires massives et discriminatoires. Le taux moyen des droits de douane américains a bondi de moins de 5 % à plus de 20 %, avant de se replier autour de 15 % en fin d'année

Au-delà des chiffres, c'est la volatilité qui inquiète. Les droits de douane peuvent être modifiés du jour au lendemain, parfois pour des raisons politiques internes. Cette imprévisibilité pèse lourdement sur les décisions d'investissement et sur la gestion des chaînes de valeur mondiales. Les exportateurs français vers les États-Unis ont certes résisté en 2025, mais l'incertitude réglementaire constitue un coût invisible majeur.

L'analyse historique rappelle que le protectionnisme américain n'a pas réduit le déficit commercial des États-Unis lors du premier mandat de Trump. Les études économiques montrent également que ces mesures ont peu contribué à la réindustrialisation américaine, tout en générant des effets inflationnistes. La question centrale pour 2026 sera juridique : la Cour suprême pourrait invalider une partie des dispositifs tarifaires, introduisant un nouveau cycle d'incertitude.

Pour la France et l'Union européenne, la stratégie ne peut pas être uniquement défensive. Il s'agit d'articuler **résilience industrielle, diversification des marchés et capacité de riposte crédible**.

Montée en puissance de la Chine : le défi stratégique majeur pour l'Europe

Si le protectionnisme américain occupe le devant de la scène médiatique, le **défi structurel demeure chinois**. L'excédent manufacturier chinois atteint des niveaux historiquement élevés, dépassant 1 200 milliards de dollars en 2025. Surtout, la Chine ne se limite plus aux secteurs traditionnels : elle

domine désormais des **filières à haute intensité technologique** telles que les véhicules électriques, batteries, chimie fine et machines industrielles.

L'analyse présentée lors du débat montre que les **hausse de droits de douane américains redirigent une partie des exportations chinoises vers l'Europe**. Ce phénomène de « diversion commerciale » pourrait accentuer la pression concurrentielle sur l'industrie européenne dès 2026.

Pour la France, l'enjeu est double : préserver ses avantages comparatifs dans **l'aéronautique, la pharmacie, le luxe et l'agroalimentaire**, tout en **modernisant ses chaînes industrielles**. La réponse ne peut se résumer à des droits de douane généralisés. Les analyses convergent vers une stratégie combinant :

- Politique industrielle ciblée,
- Soutien accru à la recherche et développement,
- Accélération des procédures anti-dumping et anti-subsidies,
- Sécurisation des matières premières critiques.

Bref, l'autonomie stratégique ouverte doit désormais se traduire par des **actions concrètes**.

Union européenne entre autonomie stratégique et accords commerciaux offensifs

La France n'agit pas seule. La politique commerciale est déterminée à Bruxelles. L'Union européenne dispose d'atouts considérables : un marché unique de plus de **440 millions de consommateurs**, un **excédent courant significatif** et des **instruments de défense commerciale renforcés**.

Mais la cohérence politique demeure fragile. Les débats autour des accords commerciaux, notamment avec le **Mercosur**, illustrent les tensions internes entre intérêts offensifs et préoccupations sectorielles. Pourtant, pour un pays exportateur comme la France, les **accords commerciaux constituent des leviers d'accès aux marchés stratégiques**.

Antoine souligne l'importance de ne pas concentrer l'attention uniquement sur les secteurs sensibles, mais de **valoriser les gains potentiels pour les filières compétitives françaises** : produits agroalimentaires transformés, vins et spiritueux, pharmacie, chimie, automobile premium, services à haute valeur ajoutée .

L'Union européenne doit également renforcer la crédibilité de son instrument anti-coercition et accélérer la mise en œuvre du **Chips Act** européen et du **Critical Raw Materials Act**, afin de réduire les dépendances stratégiques.

Perspectives 2026 : stabilisation, fragmentation ou recomposition du commerce mondial ?

L'année 2026 s'annonce incertaine. Trois scénarios se dessinent :

1. **Stabilisation juridique aux États-Unis**, avec une limitation des pouvoirs tarifaires présidentiels ;
2. **Poursuite de la fragmentation commerciale mondiale**, accentuant la régionalisation des échanges ;
3. **Recomposition stratégique européenne**, si l'Union transforme la contrainte en opportunité industrielle.

Pour la France, l'enjeu dépasse la simple réduction du déficit commercial. Il s'agit de **consolider une trajectoire de montée en gamme**, d'innovation et de diversification géographique. Le commerce extérieur n'est pas qu'une ligne statistique : il reflète la capacité d'un pays à créer de la valeur dans un monde concurrentiel.

Le bilan 2025 montre des signes encourageants. Mais dans un environnement international marqué par la **guerre commerciale**, la **coercition économique** et la **reconfiguration des chaînes de valeur mondiales**, la performance exportatrice française dépendra de sa capacité à conjuguer **compétitivité interne** et **stratégie européenne cohérente**.

Plus que jamais, le **commerce international** est un champ de bataille économique où l'anticipation vaut autant que la réaction.

Retrouvez l'intégralité de notre débat avec Antoine Bouët dans le replay ci-dessous et inscrivez-vous à notre newsletter pour recevoir les invitations à tous nos prochains événements.